

LE JOUR

www.lejourdalgerie.com

D ' A L G E R I E

Quotidien national d'information - Quatrième année - N° 1788 - Mardi 7 juillet 2009 - Prix : 10 DA

De très nombreuses personnes ont accompagné la défunte à sa dernière demeure

La mère du président de la République enterrée hier

La session du printemps du Parlement se clôture le 11 juillet

C'est déjà congé pour les parlementaires

Lire page 3

ULTIME AVANT-PROJET ADOPTÉ PAR LES DÉPUTÉS



La chorégraphie de Kamel Ouali ouvre le Panaf



Un spectacle spectaculaire

De très nombreuses personnes ont accompagné la défunte à sa dernière demeure
La mère du président de la République enterrée hier

UNE FOULE nombreuse a accompagné hier à sa dernière demeure, la défunte Mansouriah Ghezlaoui, mère du président de la République Abdelaziz Bouteflika, décédée dans la nuit de dimanche à lundi. De nombreux citoyens ainsi que d'anciens et actuels responsables, de représentations diplomatiques accréditées en Algérie et de représentants de partis politiques ont tenu à rendre hommage à la regrettée en assistant à la prière et à l'enterrement de la défunte âgée de plus de 90 ans.

C'est vers 17h30 mn que l'ambulance transportant le corps de la regrettée était arrivée près du stade Khalloufi, à Ben Aknoun. En descendant Saïd Bouteflika, frère du président de la République. Le cercueil a été transporté par plusieurs personnes, dont Abdelaziz Bouteflika, vers le lieu de la prière précédant l'enterrement. L'ambiance était solennelle et le dispositif de sécurité renforcé. Le président de la République semblait très affecté par cette triste disparition. Parmi les présents à cet enterrement qui a eu lieu au cimetière Zdedj, à Ben Aknoun, distant d'environ une centaine de mètres de ce stade, Ben Bella, ancien président de la République, Ali Kafi, ancien président de l'ex-Haut Conseil d'Etat, Mohamed Lamari, ancien chef d'état-major de l'ANP, Ziari, de l'APN, Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP, Hamraoui Habib Chawki, ancien directeur général de l'ENTV et ancien ministre de la Communication, la plupart des ministres, ainsi que de nombreux autres anciens et actuels hauts responsables et cadres supérieurs de l'Etat, et de nombreux citoyens.

A. F.



Ph. > D. R.

Ouverture du G8 mercredi en Italie **Comment faire sortir l'économie de la récession ?**

■ *Comment faire sortir l'économie de la récession la plus grave depuis le début des années 1930, est l'une des questions qui sera abordée lors du sommet.*

Par **Nacera Chenafi** et **agences**

La récession économique mondiale sera au centre du sommet qui se tiendra demain entre les dirigeants des pays du G8 et des économies émergentes.

La conjoncture mondiale actuelle est marquée par une crise économique qui persiste toujours avec des conséquences difficiles à gérer avec l'entrée en récession des économies, la crise sociale et le recul des réserves de change pour les économies basées sur les hydrocarbures, comme c'est le cas de l'Algérie qui sera présente à ce sommet en tant qu'invitée, vu sa position en Afrique. Comment faire sortir l'économie de la récession la plus grave depuis le début des années 1930, est l'une des questions qui sera abordée lors du sommet, sachant que l'économie mondiale se trouve dans une situation difficile. Les sept grands pays industrialisés du G8 sont entrés dans une récession économique au cours des

deux dernières années avec les Etats-Unis en tête, soit à la fin 2007, suivis par la zone euro, le Japon et la Grande-Bretagne en 2008. Dans ce contexte difficile, le capitalisme est remis en cause par plusieurs experts et le retour de l'Etat régulateur est de plus en plus demandé. Les dirigeants des pays les plus riches vont se retrouver en Italie pour faire le point sur la refonte du capitalisme. D'autres sujets sont inscrits, notamment la sécurité alimentaire. A ce titre, le G8 s'engagera à débloquent un montant de plus de 12 milliards de dollars pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde dans les trois années à venir, rapporte hier le *Financial Times*.

Il sera question aussi de passer en revue les engagements pris lors du G20 de Londres, le 3 avril dernier. Au sommet de leurs échanges : la moralisation des marchés financiers, la lutte contre les paradis fiscaux, la reconstitution des ressources des institutions multilatérales, sans oublier les plans de relance budgétaire. D'autre part, M. Berlusconi a

exprimé lundi l'espoir que le cycle de Doha sur la libéralisation du commerce mondial puisse s'achever d'ici à la fin de l'année 2010 avec l'aide de la Chine. Entamées en 2001, les négociations de Doha, qui doivent lever des milliers de droits de douanes et réduire les subventions à l'agriculture dans les pays riches, sont bloquées depuis des années sur des confrontations Nord-Sud sur les dossiers agricoles et industriels.

A souligner que ce sommet sera élargi à une quarantaine d'Etats et organisations représentant 90% de l'économie mondiale, une façon de le rendre plus pertinent face aux nouveaux équilibres mondiaux.

«L'Afrique invitée à la table du G8»

Pour ce qui est de l'Algérie, le Président Bouteflika est invité à ce sommet par Silvio Berlusconi.

Rien n'est encore officiel sur sa participation en raison du décès de sa mère. Mais pour certains observateurs, il ne pourra manquer ce rendez-

vous, d'autant qu'il a la responsabilité de défendre les intérêts de l'Afrique. Ce sera une occasion pour s'entretenir avec plusieurs dirigeants, dont le président américain et faire entendre la voix de l'Algérie. En étant l'un des initiateurs du NEPAD, la présence du président au sommet du G8 est importante surtout que la situation du continent noir est au menu des débats.

Lors du sommet de l'UA tenu à Syrte (Libye), il dira que cette crise, qui frappe aujourd'hui de plein fouet les pays africains «*et qui tend à saper les efforts qu'ils déploient sur la voie du renouveau, vient rappeler, de manière aussi claire qu'évidente, les termes dans lesquels le partenariat Afrique-G8 doit continuer à se poser*». Elle dévoile aussi, selon lui, «*les effets particulièrement préjudiciables des facteurs externes et exogènes sur lesquels l'Afrique n'a aucune emprise*». L'Afrique sera représentée aussi par les présidents de la Libye, l'Egypte, le Sénégal, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et l'Angola.

N. C.

La session du printemps du Parlement se clôture le 11 juillet

C'est déjà congelé pour les parlementaires

Ph. > E. Soraya/J.A.



■ *Mis à part le plan d'action du gouvernement relatif à la mise en œuvre du programme du président de la République adopté à la fin de mois du mai dernier, suivi tout récemment par la présentation et l'adoption du projet de loi portant sur la lutte contre la cybercriminalité, la chambre basse a sombré dans un long sommeil.*

Par **Nacera Chenafi**

Après un long congé officieux, les parlementaires auront leur congé officiel la semaine prochaine. A rappeler que cette session a été ouverte depuis le 2 mars dernier.

La session du printemps des deux chambres du Parlement sera clôturée le 11 juillet avec une cérémonie qui sera programmée dans l'après-midi à cause de l'agenda du Premier ministre qui tiendra probablement dans la matinée un Conseil du gouvernement. C'est ce que nous avons appris hier de sources parlementaires.

Avant cette cérémonie de la clôture, le président de l'Assemblée populaire nationale réunira les neuf membres de son bureau afin de distribuer les missions de chacun et samedi prochain, il sera question d'installer les différentes commissions. Il faut dire que le Parlement qui est entré dans un long congé déjà à cause de la présidentielle arrive à sa clôture avec pas grand-chose. Car mis à part le plan d'action du gouvernement relatif à la mise en

œuvre du programme du président de la République adopté à la fin de mois du mai dernier, suivi tout récemment par la présentation et l'adoption du projet de loi portant sur la lutte contre la cybercriminalité, la chambre basse a sombré dans un long sommeil, et malgré le cumul des questions orales, uniquement deux séances ont été programmées, mais à qui incombe la faute ? L'Assemblée populaire nationale, par la voie des 380 députés qui y siègent, ne propose pas de projets de loi et c'est toujours l'exécutif qui soumet des projets. Cette fois-ci le gouvernement n'a déposé uniquement que les deux projets de loi qu'on vient de citer. C'est ainsi que les députés se sont consacrés au renouvellement des structures de l'APN sans oublier les échanges inter-parlementaires, à l'instar de la visite du président de l'APN, Abdelaziz Ziari en France qui a vu la création de la commission interparlementaire algéro-française, la visite du président de la chambre des députés italienne, celui de l'Espagne, de l'Indonésie et d'autres, notamment américains et français.

Ce vide qu'a connu cette session, soi-disant prolongé jusqu'en juillet pour faire passer un nombre important de projets de loi, a poussé certains à organiser des séminaires pour débattre de sujets déjà débattus, comme c'est le cas du dernier atelier organisé par la commission économique de l'APN dirigé par le Parti des travailleurs sur l'impact de la crise économique mondiale, à savoir que deux séminaires similaires ont été organisés par l'Assemblée.

A souligner que mis à part le projet de loi portant règles particulières relatives à la prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication qui a été adopté, huit projets de loi étaient proposés pour cette session, à savoir, projet de loi organique relative aux lois de finances, projets de loi relative à la mobilisation des créances professionnelles, projet de loi organique relative à l'organisation, au fonctionnement et aux compétences de la Cour suprême, projet de loi déterminant le

mode d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat et fixant les droits et obligations des exploitants concessionnaires, projet de loi modifiant et complétant la loi n° 01-14 du 19 août 2001 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, projet de loi portant organisation de la profession d'avocat, proposition de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juillet 1966 portant code pénal, proposition de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail et enfin statut particulier des fonctionnaires du Parlement.

En tout cas, les députés doivent attendre jusqu'à la session d'automne qui débutera en septembre pour débattre des projets de loi importants tels que ceux relatifs à l'amendement des codes communal et de wilaya, la révision de la loi sur les partis et les associations, la loi organique des lois de finances qui permettra au Parlement d'exercer son droit de contrôle des dépenses publiques et autres projets de loi.

N. C.

L'édito du Jour

Cette fois, ça ne passera pas

Par **Nadjib Stambouli**

Il est intrigant, autant dire révoltant, que la France, par médias et général interposés, réactive le tristement célèbre « qui tue qui ? » au moment où l'on s'y attend le moins. Les tenants de cette odieuse thèse n'en démentent décidément pas et réenfourchent leur monture favorite, celle de la calomnie et de l'abjecte diffamation pour tenter de porter atteinte à la réputation du fer de lance de la lutte antiterroriste, l'armée algérienne. L'intox et le grossier mensonge ont donc été exhumés dans la triste affaire de l'assassinat des moines de Tibhirine et, sur la lancée du grotesque, le « témoin », qui n'est en fait qu'auteur d'une supposition, tente de faire endosser cette tragédie à une « bavure » de l'ANP. Plus c'est gros, mieux ça passe, a-t-il dû se dire, à ceci près qu'aujourd'hui, l'auteur de cette infamie trouvera peu d'oreilles pour croire en ses sornettes et encore moins de voix pour les colporter et les amplifier, comme ce fut le cas par le passé. Mais attention, les médias français ne l'entendent pas de cette oreille, qui ont vite fait d'exploiter à fond ce filon d'intox, allant jusqu'à interpellier le Président Sarkozy, qui a eu, en déclarant que c'est à la justice de suivre son cours, une réaction claire, mais pas aussi claire que l'aurait été une dénonciation nette de cette manipulation manifeste. Comme une calomnie n'arrive jamais seule, il y a eu, le même jour, « fâcheuse coïncidence », une déclaration similaire sur l'assassinat du père Claverie, évêque d'Oran. Que cache et quels desseins malsains se dissimulent derrière cette honteuse montée au créneau, pour porter atteinte à l'Algérie en tentant (en tentant seulement) d'éclabousser son armée ? On chercherait à torpiller le climat de raffermissement des liens entre les deux pays, que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Qui a intérêt à une telle offensive cousue de fil blanc ? En tout cas, ce qui pouvait être gobé comme grosses couleuvres il y a quelque temps a peu de chance aujourd'hui de se glisser entre les mailles du filet de la vérité. Cette vérité qui décline au grand jour l'impact salvateur de l'armée algérienne dans la lutte antiterroriste et sa position de rempart contre les tentatives de toucher à l'Etat algérien et à sa souveraineté.

N. S.

Scène syndicale
à Béjaïa

Les opposants du SETE demandent l'annulation du congrès

Les opposants parmi les syndicalistes affiliés au SETE de Béjaïa sont revenus à la charge hier en tenant un sit-in de protestation devant le siège de l'union locale (UGTA). Les protestataires, quelques dizaines, réclament entre autres l'annulation des sanctions infligées aux quatre syndicalistes du SETE, dont l'ancien secrétaire de wilaya exclu juste après le dernier congrès de l'UGTA avec d'autres membres accusés d'avoir protesté contre le fonctionnement de l'organisation en dehors de ses structures. Les opposants, qui semblent déterminés à faire valoir leur droit, demandent au responsable de l'union locale et de l'UGTA de lever les poursuites judiciaires engagées à l'encontre d'un autre membre, en l'occurrence, M. Mameri qui avait accusé les membres de la commission des œuvres sociales de gestion opaque, l'annulation du dernier conseil syndical de wilaya (congrès de section) qui a vu le renouvellement des structures du SETE, notamment la composante du conseil de wilaya et la désignation du nouveau secrétaire général du SETE, en l'occurrence, Abdelaziz Hamlaoui. Hier, les manifestants n'ont pas manqué d'accuser l'union locale d'utiliser l'argent des œuvres sociales pour poursuivre en justice des membres du SETE. Les protestataires demandent, par ailleurs, la désignation d'une commission de préparation du congrès conformément aux statuts et règlement intérieur de l'UGTA et dernières directives de la Centrale exigeant une élection à bulletins secrets dans tout renouvellement des instances syndicales. Pour sa part, le secrétaire général par intérim de l'union locale a prôné le dialogue pour régler le conflit et affirmé que les poursuites judiciaires engagées à l'encontre des syndicalistes sont du ressort du bureau national de l'UGTA. Pour le secrétaire général du SETE, M. Hamlaoui, «les protestataires n'ont même pas de carte d'adhésion et n'appartiennent pas à notre organisation». S'agissant des accusations concernant la gestion opaque des œuvres sociales, M. Hamlaoui a défié ses détracteurs de les présenter au procureur de la République.

T.B.S.



Ph. > Karim B./J. A.

Conférence du consultant américain Lorenzo Morris «L'Administration Obama a besoin de temps»

■ Concernant les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique, M. Morris a estimé qu'ils entrent dans le cadre de la politique de relance, mais que la problématique du manque de financement a quelque peu brouillé cette vision.

Par Habiba Ghrif

Un portait positif du président américain, Hussein Barack Obama, a été dressé hier par Lorenzo Morris, consultant en politique américaine. Il a indiqué qu'un changement est d'ores et déjà préconisé par la nouvelle Administration américaine. Un changement dont les prémices sont visibles à travers le choix de l'équipe dont s'est entouré le président Obama. Animant une conférence-débat sur la politique extérieure et la diplomatie publique de l'Administration Obama, le politologue américain a indiqué qu'à travers son électorat, Obama avait montré qu'il était sensible à la minorité et prône le pluralisme. Selon le conférencier, «le changement est imminent que ce soit en politique extérieure ou intérieure sous le règne de la nouvelle Administration». Mais il a toutefois émis la réserve qu'«il faut attendre au moins six mois pour pouvoir en juger réellement».

A la question de connaître la vision de cette Administration sur la région du Maghreb, M. Morris a répondu qu'«il ne connaît pas exactement celle

d'Obama, mais pense réellement, d'après les indices dont il dispose, que le président américain est au courant des difficultés que connaît la région et affiche même une volonté de suivre de près les événements». Pour plus de précisions, l'intervenant a tenu à souligner que «l'Administration Obama appuie totalement l'ONU dans son travail en faveur de la résolution de la question du Sahara occidental». L'envoyé spécial dans la région, Christopher Ross, reçoit un appui total, a-t-il encore soutenu. Toujours sur la question de la politique d'Obama envers le Maghreb, le consultant américain a réitéré la perspective d'une ouverture américaine vers la région mais «tout est tributaire selon lui, du facteur temps et il faut attendre la mise en place de personnes qui peuvent amorcer ces changements».

Concernant les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique, M. Morris a estimé qu'ils entrent dans le cadre de la politique de relance, mais que la problématique du manque de financement a quelque peu brouillé cette vision. Parmi les dossiers sen-

sibles soulevés hier lors de la conférence-débat, la question des alliances des Etats-Unis d'Amérique avec les pays subsahariens dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et Al Qaïda Maghreb. A ce propos, le conférencier a laissé entendre qu'hormis l'Algérie avec laquelle une alliance est déjà établie et le président Obama risque fort d'œuvrer à son renforcement, le reste dépend des informations à récolter sur l'activité récente d'Al Qaïda dans la région.

A l'échelle internationale, l'Administration Obama est différente de celle de Bush sur plusieurs plans, a-t-il insisté. A titre d'exemple et concernant la vision d'Obama sur l'Iran, M. Morris juge qu'«il ne peut continuer à chercher des solutions pour la paix au Moyen-Orient sans des pourparlers avec l'Iran».

Pour les relations avec l'Europe, il expliquera : «Obama a opté pour le maintien des relations amicales et officielles avec les leaders européens sans plus». A propos des relations américano-russes, l'intervenant a indiqué que «Barack Obama les préconise amicales, basées sur le désarmement nucléaire,

la limitation des armes et des dépenses militaires et qu'il trouve que le président russe Dmitri Medvedev est plus ouvert que son prédécesseur».

Enfin, pour la fermeture dans les délais de la prison de Guantanamo, le consultant américain a développé une autre approche, celle qui veut qu'«un tel endroit existe pour des prisonniers qui sont réellement coupables. Cela prête à dire que la fameuse prison contenait des gens innocents».

Il y a lieu de signaler que cette conférence-débat, qui s'est tenue au Centre international de presse, entre dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique. Lorenzo Morris effectue une visite en Algérie depuis lundi.

H.G.

Qui est Lorenzo Morris ?

Le D' Lorenzo Morris est professeur en sciences politiques, auteur et consultant en politique américaine et internationale. Il préside actuellement le département des sciences Politiques à l'Université Howard.

Enseignement supérieur **OTA signe un partenariat avec cinq institutions universitaires**

Djezzy, leader de la téléphonie mobile, qui a depuis longtemps déjà démontré l'intérêt qu'il portait au secteur de l'enseignement, vient d'annoncer la sponsoring de cérémonies de remise de prix aux lauréats d'universités, d'instituts et de grandes écoles. Djezzy qui s'évertue depuis toujours à promouvoir l'excellence où qu'elle soit n'a, par cette nouvelle action, fait que confirmer son engagement déjà important dans la cause de l'enseignement et de l'instruction, mais également dans les secteurs sociaux, culturels et sportifs ainsi que dans ceux de l'environnement.

Mais l'engagement d'OTA dans cette nouvelle initiative ne sera pas que matérielle, elle participera aussi à améliorer le programme pédagogique, de même qu'elle accueillera les étudiants pour des stages pratiques leur permettant de matérialiser leurs connaissances théoriques. Mais le plus important et que pour certains de ces étudiants, pour les plus méritants, il y aura la possibilité de rejoindre et de faire partie de la grande famille OTA.

Le directeur général d'OTA, Tamer El Mahdi, a déclaré qu'«en tant qu'entreprise citoyenne, Orascom Télécom Algérie a toujours été sensible aux causes qui permet-



Mr Tamer El Mahdi

tent à l'Algérien d'avancer dans la voie du progrès et du bien-être social». «Nous poursuivons notre engagement aux côtés de la jeunesse du pays. Et nous répondrons présents à chaque fois que notre soutien sera jugé nécessaire» a ajouté M. El Mahdi.

Du côté des responsables des institutions parrainées, ils remercient tous d'une seule voix OTA de son soutien qui offrira la possibilité aux meilleurs élèves de recevoir des récompenses qui couronnent l'effort, le travail et le talent.

Les institutions universitaires qui ont eu la chance de bénéficier du partenariat d'OTA sont :

L'université Mentouri de Constantine, l'Institut national de commerce de Ben Aknoun, l'Ecole supérieure de commerce d'Alger, l'Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication d'Oran et enfin l'Ecole nationale supérieure polytechnique d'Alger (El Harrach). **R. N.**



Y-a-t-il péril en la demeure ?

Ph. > E. Soraya/J. A.

Nouvelles hausses du prix du ciment

Une menace pour le plan quinquennal ?

■ «Les cimenteries privées, en raison des faibles quantités de produit mises sur le marché par celles du secteur public, ont profité de cette situation pour gonfler leurs prix à outrance. Le prix d'un sac de ciment est proposé aujourd'hui aux environs de 700 DA.

Par Ahmed Mahieddine

Devant les fortes hausses du prix du ciment observées ces derniers mois sur le marché, l'Association générale des entrepreneurs algériens, (AGEA), a tenu à alerter sur les graves incidences que celles-ci sont susceptibles d'avoir sur la réalisation du programme quinquennal de développement initié par l'Etat. Lors de la conférence qu'il a animée hier, son président, Mouloud Kheloufi, a appelé les pouvoirs publics à procéder en urgence à une régulation du marché des matériaux de construction y compris de celui des agrégats dont il a considéré qu'il fallait professionnaliser les intervenants.

L'intervention de M. Kheloufi était destinée à présenter les conclusions des Assises nationales du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique qui s'étaient réunies le 18 juin dernier à Annaba. Outre les représentants des ministères de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la Petite et moyenne entreprise et de l'Artisanat, la rencontre a en outre regroupé plusieurs organisations patronales et de nombreux entrepreneurs du BTPH.

Selon l'intervenant, la nouvelle crise du ciment observée sur le marché aurait été provoquée à la suite des arrêts observés pour des besoins de maintenance des installations des cimenteries du secteur public. «Les cimenteries privées, en raison des faibles quantités de produit mises sur le marché par celles du secteur public ont profité de cette situation

pour gonfler leurs prix à outrance. Le prix d'un sac de ciment est proposé aujourd'hui aux environs de 700 DA alors qu'il n'y a pas tellement longtemps il était cédé à environ 300 DA à sa sortie d'usine». Le président de l'AGEA a déclaré ne pas comprendre que les cimenteries avec lesquelles avaient été conclus des programmes d'approvisionnement n'aient pas respecté leurs obligations, obligeant les entrepreneurs désireux de livrer leurs projets dans les délais, à se tourner vers le marché informel pour s'approvisionner. Pour lui, il y a un problème de spéculation lié à la mauvaise gestion des équipements tenus par les entreprises publiques. «Comment comprendre, dit-il, que l'on trouve du ciment en quantité chez des revendeurs de l'informel et qu'il ne soit pas possible de s'approvisionner auprès des cimenteries à des prix acceptables. Il estime d'autre part, que les capacités nationales de production qui sont, selon lui, de l'ordre de 13 millions de tonnes, sont largement suffisantes pour alimenter le marché pour autant que l'on se décide à mieux les distribuer au lieu, chaque fois, d'en appeler à l'importation.

Intervenant à son tour, le secrétaire général de l'AGEA, M. Mezine, a prédit que le lancement des chantiers de construction de 1 million de logements ainsi que de nombreuses infrastructures, vont très certainement entraîner de nouvelles augmentations du prix du ciment «si, dit-il, rien n'est entrepris par l'Etat pour maîtriser et réguler la production de celui-ci, notamment en rendant plus performantes les cimenteries publiques».

Revenant sur la rencontre de Annaba, M. Kheloufi a signalé que ses participants ont interpellé les pouvoirs publics sur la nécessité de réviser le code des marchés publics, «un handicap majeur pour les activités de la profession». «Nous ne demandons pas la charité. L'Etat, déclare-t-il, doit jouer son rôle de régulateur. Nous en avons assez des pratiques de favoritisme. Nous réclamons des outils de contrôle au niveau national et local, au sein desquels nous demandons à être intégrés afin que dans un souci d'équité soit assuré le contrôle des conditions dans lesquelles sont cédés les marchés».

Concernant par ailleurs la sous-traitance, l'orateur a signalé que les intervenants aux Assises ont appelé à la création d'un dispositif inspiré du code des marchés publics «afin que soient réhabilités les métiers du bâtiment et que soient évitées des pratiques peu recommandables». A propos de la question relative à la mise à niveau des entreprises des PME du BTPH, il a signalé que l'association a, depuis le lancement de ce programme, souscrit aux actions à mettre en œuvre pour recenser, accompagner et fournir une assistance et des appuis aux entreprises adhérentes désireuses d'acquiescer un standard international de qualité.

En conclusion de sa conférence, M. Kheloufi annonce que les prochaines assises de l'association au sein de laquelle sont représentées à ce jour 745 entreprises, se réuniront le 18 juin 2010 à Oran cette fois.

Ah. M.

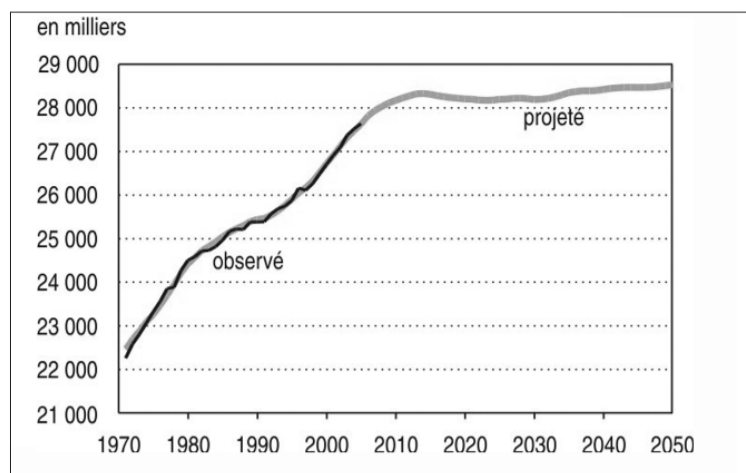
La statistique au Maghreb Vers la création d'une structure d'harmonisation

■ «Il est grand temps qu'une organisation maghrébine des statistiques soit créée, surtout à une période déterminante des regroupements institutionnels. Pour coordonner les actions menées à travers les pays de l'UMA, cela devrait nécessairement passer par une démarche commune.

Par Hafid M.

Le système statistique maghrébin et son importance dans l'accompagnement de l'évolution de la société et de l'économie est au centre des débats, du 6 au 8 du mois courant à l'hôtel El-Aurassi d'Alger, à l'occasion de la tenue de la conférence maghrébine sur la statistique. Un rendez-vous organisé par l'Office national des statistiques (ONS) et la Banque africaine de développement (BDA) qui vise, selon Mounir Khaled Berrah, directeur

général de l'ONS, à «affermir la collaboration statistique entre les pays du Maghreb et renforcer les compétences dans le domaine de la production et de l'analyse de l'information statistique». En fait, la conférence d'Alger fait suite aux recommandations de l'atelier sur la coopération et la coordination statistique, organisée à Tunis en décembre 2008 et répond, selon ses initiateurs «à la sollicitation du groupe de travail chargé des statistiques au sein des pays du Maghreb», qui a tenu sa dernière réunion au siège du secrétariat général de l'UMA à



Rabat, les 11 et 12 février dernier.

Sur un autre registre, le DG de l'ONS a affirmé en marge de la conférence, la récente déclaration faite par le ministre des Finances, Karim Djoudi, de vouloir créer d'ici à la fin de l'année en cours ou début 2010 «une structure maghrébine pour assurer la coordination et les échanges dans le domaine statistique» afin d'aboutir à l'harmonisation des données statistiques et l'évaluation de la qualité de l'information. «Une sorte d'Eurostat ou Afristat du Maghreb», selon les propos de M. Berrah.

Pour sa part, le représentant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Nouakchott, Sidna Ndah Mohamed Saleh a estimé qu'«il est grand temps qu'une organisation maghrébine des statistiques soit créée, surtout

à une période déterminante des regroupements institutionnels. Pour coordonner les actions menées à travers les pays de l'UMA, cela devrait nécessairement passer par une démarche commune pour la préparation, l'exécution, l'exploitation et la diffusion de l'information afin d'adopter une politique d'ensemble en matière de démographie et projection de la population, emploi et salaire, conditions de vie et pauvreté, etc.» Et d'ajouter qu'un tel travail «n'est pas aussi facile qu'on puisse l'imaginer et il demande beaucoup de temps et de concertation par les différents organismes des statistiques de la région. C'est ce que nous sommes en train de faire avec la contribution des experts étrangers», conclut le représentant de l'OCDE.

H. M.

Forum économique d'Alger Le Prix africain décerné à Bouteflika

L'EDITION 2008-2009 du Prix africain du Forum économique d'Alger a été attribué «après consultation de personnalités politiques, économiques et culturelles, chefs d'Etat et de gouvernement, organisations régionales et internationales telles que le G8, l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue des Etats arabes, la Conférence islamique», au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, lit-on dans un communiqué du FEA. Le lauréat a été désigné pour cette édition «en reconnaissance de ses efforts pour le



Ph. > E. Soraya/J.A.

En cas de persistance de la récession

La Banque mondiale craint une montée du protectionnisme

Un nombre croissant de gouvernements pourrait être tenté dans les mois à venir d'imposer des restrictions sur les échanges commerciaux si la récession de l'économie mondiale se poursuit, prévient Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, repris par l'agence Reuters.

«Les pays à hauts revenus ont subventionné les secteurs en difficultés tandis que les pays à faibles revenus ont recourus à des augmentations sélectives des taxes aux frontières», a déclaré lors d'une conférence à l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

«Ces tendances pourraient rapidement devenir incontrôlables au cours des mois à venir avec la montée du chômage et parce que des pays se sentent obligés de répondre coup pour coup aux politiques des autres», a-t-il ajouté, en soulignant qu'une telle attitude revenait à «jouer avec le feu».

Les pays en développement dont l'activité économique dépend d'un petit nombre de produits exportés, comme le Bangladesh ou le Cambodge où le textile représente 75% des exportations, pourraient subir des difficultés sur le long terme si des restrictions sont imposées sur leurs produits, a mis en garde le dirigeant de la Banque mondiale.

«Lorsque la croissance mondiale se rétablira, les mesures protectionnistes qui empêchent les pays en développement de bénéficier d'une reprise accentueront les souffrances», a-t-il prévenu. Le commerce est l'un des nombreux éléments sur lesquels la croissance va se construire, a également fait valoir Robert Zoellick.

«Le commerce est l'un des premiers secteurs à avoir été décimé par la contraction de la consommation dans les pays à hauts



revenus. Mais il sera également l'un des premiers secteurs à se rétablir une fois que l'économie mondiale aura repris son élan», a-t-il dit. «Les pays qui se positionnent aujourd'hui pour bénéficier d'une reprise du commerce accéléreront leur sortie de la récession avec la plus grande rapidité».

Egalement présent à Genève, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a estimé que les échanges commerciaux pourraient rebondir «assez rapidement» lorsque l'économie mondiale aura renoué avec la croissance, les exportations américaines en tête.

«Le commerce peut reprendre assez rapidement, aussi vite que la croissance, une fois que la reprise débutera dans les pays développés», a-t-il dit, ajoutant que les exportations américaines seraient vraisemblablement les premières à relever la tête et entraîneraient le reste des échanges mondiaux dans leur sillage.

«Les pays doivent s'organiser pour pouvoir profiter d'un regain d'appétit pour les produits exportés, a souligné le patron du FMI, qui a souhaité que des stratégies commerciales soient mises en place dès à présent.

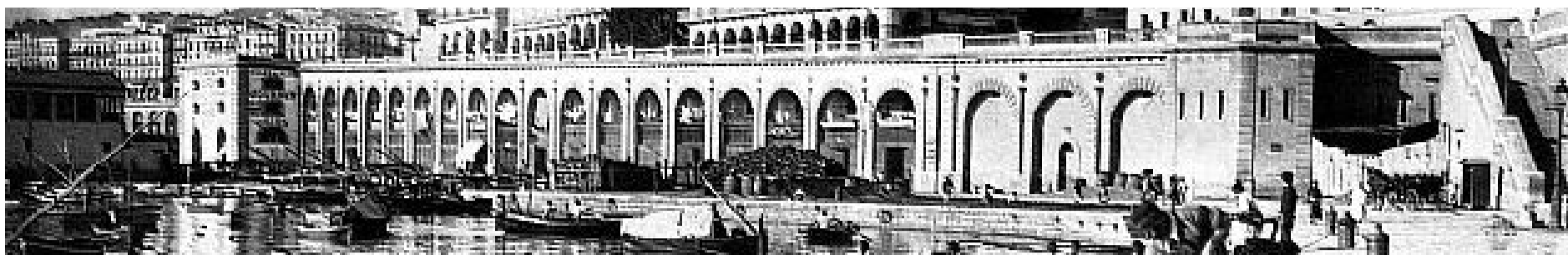
R. E.

développement durable et la modernisation de l'Afrique, et en faveur de la paix, la résolution pacifique des conflits et des différends sur ce continent ainsi que pour la défense des principes de bonne gouvernance et du partenariat», ajoute le communiqué. Le Prix du Forum a pour but de «récompenser chaque année les honorables africaines et africains et les véritables amis du continent à travers le monde pour leurs efforts visant le redressement et l'unité de l'Afrique, la consécration de son rang et l'affirmation de son rôle parmi les nations du monde. Il a également pour but d'encourager l'engagement en faveur de la réalisation des objectifs de développement du millénaire et d'œuvrer pour le développement de l'Afrique et de son intégration dans l'économie mondiale».

En outre, «le prix s'intéresse aux questions de solidarité africaine dans la lutte contre la pauvreté, le sous-développement chronique et les maladies endémiques (VIH/sida), tuberculose, paludisme) ainsi qu'à l'amélioration du niveau de vie, des femmes en particulier, et l'élévation du niveau éducatif des enfants à travers le continent africain, en particulier dans les zones reculées».

Quant à «la cérémonie officielle de remise du Prix à Son Excellence le président de la République, elle se tiendra prochainement à Alger», conclut le communiqué.

R. E.



Ph. > Karim B./J.A.

Taxis Feth Les chauffeurs dans la tourmente

■ Il s'agit du manque flagrant de clients à Alger. En effet, l'été, qui reste l'une des périodes les moins rentables pour les chauffeurs de taxi, a engendré beaucoup de pertes à ces derniers.

Par Sofiane Abi

Plus de deux mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle «formule» de taxi service dans la wilaya d'Alger, en l'occurrence, Taxi Feth, les chauffeurs de cette société privée ont déjà rencontré plusieurs difficultés sur le terrain. Pis encore, les chauffeurs que nous avons interrogés ces derniers jours songent sérieusement à

arrêter si ces difficultés persistent. Un ancien chauffeur de taxi collectif travaillant aujourd'hui pour le compte de la société Taxi Feth, déclare que son patron exige des chauffeurs le versement de 2 600 DA/jour et leur demande de mettre de côté 500 DA/jour pour les besoins en carburant. Le reste de la recette revient systématiquement aux jeunes chauffeurs. Cette situation peu confortable les a mis en difficulté. Ils ne peuvent, dans

pareil cas, gagner suffisamment et mettre de côté une somme jugée nécessaire pour d'éventuelles réparations du véhicule en cas de panne. Samir, un autre chauffeur de cette nouvelle société de transport urbain, explique les difficultés qu'il a rencontrées depuis qu'il est chauffeur à Alger. «Il y a quelques jours, le patron de la société a organisé une réunion qui a regroupé tous les chauffeurs, y compris les employés.

Lors de cette réunion, le propriétaire de Taxi Feth nous a demandés de faire davantage d'efforts sur le terrain, à savoir gagner plus d'argent et travailler plus que d'habitude dans le but de booster la rentabilité qui, selon lui, n'est toujours pas satisfaisante», confie-t-il. Ce dernier ajoute : «En contrepartie, le patron nous a promis, en cas de résultats concrets, que le parc automobile de la société sera renouvelé dans un an, ce qui signifie dans ces conditions que les véhicules actuellement en circulation à Alger seront tout simplement vendus». D'autre part, les vendredis sont des journées chômées et payées pour les chauffeurs de Taxi Feth. Pour le patron de la société, cette situation ne peut pas durer et préfère que ses employés travaillent durant ces journées, car le travail est de moins en moins important que les autres périodes de l'année.

à une autre difficulté : le manque flagrant des clients à Alger. En effet, l'été reste l'une des périodes les moins rentables pour les chauffeurs de taxi, ce qui a engendré beaucoup de pertes à ces derniers. Un «invité» indésirable, expliquent les chauffeurs qui estiment que cette période de l'année est une catastrophe pour eux. «Comment voulez-vous que l'on s'en sorte dans ces conditions. D'une part, vous êtes obligés de travailler durant toute la journée pour réaliser un bénéfice qui tourne autour de 500 et 700 DA, et d'autre part, vous avez un patron qui exige qu'on lui remette une somme importante qui doit être réalisée dans une période où les clients se font rares», nous confie Samir, le jeune chauffeur de Taxi Feth.

S. A.

Sur le vif



Ph. > Le Jour

L'été de tous les ennuis

Ces jeunes chauffeurs sont appelés à être confrontés à plusieurs problèmes. En plus du problème de rentabilité et la somme exigée par l'employeur, ces chauffeurs sont confrontés

Météo



21°C / 34°C
dans la journée :
Ensoleillé
Vent à 19 km/h orientation

ESE
Probabilité de précipitations : 0 %
Humidité : 46 %
dans la nuit :
Très clair
Vent à 16 km/h orientation SE
Probabilité de précipitations : 0 %
Humidité : 60 %

Boumerdès

Une récolte de 135 080 quintaux de céréales est attendue

Boumerdès est une wilaya à vocation touristique et agricole. L'arboriculture, la céréaliculture, la viticulture sont ses principales ressources. A cet effet, le directeur des services agricoles de Boumerdès, Lakhadar Merakchi, a déclaré qu'une production de 135 080 quintaux de céréales est attendue à la wilaya de Boumerdès : 76 752 quintaux de blé dur dont 10 600 sont destinés à la semence, 41 160 quintaux de blé tendre dont 3 000 quintaux destinés à la semence, 14 432 quintaux d'orge et 2 736 quintaux d'avoine. Une superficie de 5 230 hectares a été emblavée dont 3 988 hectares destinés à la céréale de consommation et 1 242 hectares pour la semence. Il convient de rappeler que la récolte de la campagne précédente s'est chiffrée à 55 045 quintaux de céréales, 23 620 quintaux de blé dur, 24 250 quintaux de blé tendre, 5 355 quintaux d'orge et 1 820 quintaux d'avoine.

Dans la daïra des Issers, l'on parle d'une récolte record de blé dur. Un agriculteur a réalisé une production de 65 quintaux de blé dur à l'hectare sur une superficie de 6 hectares. Une production record, a-t-on apprécié. «Des agents communaux de vulgarisation (ACV) sont constamment disposés pour orienter et soutenir les agriculteurs», a indiqué le directeur des services agricoles de Boumerdès, Lakhadar Merakchi. «Toutes les facilitations sont accordées aux céréaliculteurs pour l'acheminement de leur récolte vers les trois points de collecte des céréales de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) à Thenia, Tadmaït et Draâ Ben Khedda, prévus pour une capacité de 210 000 quintaux et fixant le prix du quintal de blé tendre à 4 500,00 DA», a ajouté notre interlocuteur. Outre les facilitations accordées par le CCLS, il y a aussi la mise à la disposition des céréaliculteurs d'engins agricoles. Au niveau de la direction des services agricoles de Boumerdès l'on avance 18 moissonneuses-batteuses qui composent le parc matériel de la wilaya dont deux machines en panne. Outre celles citées, il y a l'apport de deux machines de Tizi Ouzou, une de Médéa et cinq autres de la wilaya de Bouira. Le secrétaire général de la chambre d'agriculture de Boumerdès, Ameer Abdelaziz, a déclaré, pour sa part, que plus de deux milliards de centimes de prêts entrant dans le cadre du dispositif de prêt sans intérêt «RFIG» sont accordés à 42 céréaliculteurs de la wilaya de Boumerdès. «La parfaite coordination entre le principal pourvoyeur de fonds, la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) et la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Tizi Ouzou, a donné des résultats satisfaisants». Pour preuve, dira-t-il, cette dernière a livré pour 3 418 918,50 DA d'intrants, entre autres, les semences, les engrais, les désherbants au profit des céréaliculteurs. Même les fermes pilotes de Khemis El Khechna et de «Ghalem» de Bordj Ménaïel, dont les comptes sont bloqués, ont bénéficié de cet apport financier. Selon lui, toutes les facilités ont été accordées aux agriculteurs et notamment les céréaliculteurs pour bénéficier de ce dispositif de prêt sans intérêt, lequel vise à encourager le secteur et une meilleure prise en charge en matière de produits et matériels agricoles, plus particulièrement céréaliers (blé tendre et dur, orge, avoine). Le secrétaire de la chambre d'agriculture, Ameer Abdelaziz, a précisé que chaque région de la wilaya a ses spécificités techniques en matière agricole et ses particularités. Les terres réservées à la céréaliculture se situent principalement dans les régions orientales, citant Bordj Ménaïel, Legata, Zemmouri, Baghliia, Naciria et aussi Dellys. Selon lui, cette activité se distingue de celle des autres régions, puisque le produit de la récolte est destiné à la consommation et pour la semence. Pour ainsi dire, la wilaya de Boumerdès s'est spécialisée dans la multiplication des céréales.

A. Kichni

AIN EL HAMMAM (TIZI OUZOU)

La démolition des bâtiments coûtera 3,8 milliards

■ La phase de démolition des trois bâtiments (14,15 et 19) touche à sa fin puisque nous avons appris qu'il ne reste qu'une quinzaine de jours pour son achèvement.

Par Hamid M.

L'opération de démolition des constructions menacées par le glissement de terrain sur lequel elles sont implantées dans la ville de Aïn El Hammam va coûter 3,8 milliards de centimes. La phase de démolition des trois bâtiments (14,15 et 19) touche à sa fin puisque nous avons appris qu'il ne reste qu'une quinzaine de jours pour son achèvement et ainsi laisser la place aux travaux d'aménagement en espaces verts car le site en question est déclaré non constructible. Pour rappel, cette affaire a éclai-

té il y a quelques mois bien que le mouvement du sol ait été constaté depuis 2005. Ce n'est qu'en hiver dernier que la situation s'est aggravée avec les pluies. Cela a conduit les autorités à prendre la décision d'évacuer ces bâtiments de ses occupants pour les démolir. Sur les 23 familles concernées par l'évacuation, 13 dont le cas est jugé urgent, ont été recasées de manière temporaire dans des logements sociaux à la commune voisine Aït Yahia. Ce recasement est provisoire en attendant la concrétisation du projet de construction de 160 logements au niveau de Sidi Ali Ouyahia, lieu appelé à devenir la nou-

velle ville de Aïn El Hammam. Néanmoins, une source proche de la mairie de l'ex-Michelet a confié que le projet en question pourrait être retardé en raison d'une opposition formulée par un citoyen quant à la propriété de ce terrain. Notre source a précisé que «bien que le terrain soit le bien de la commune selon l'arrêté du ministère de l'Habitat datant de 1985», ce citoyen continue de prétendre qu'il est le véritable propriétaire. Cette opposition risque ainsi de peser négativement sur le cours normal pour faire aboutir ledit projet.

H. M.

LE TRAIN ALGER-TIZI OUZOU REPRENDRÀ BIENTÔT Essai concluant effectué hier



Ph. > E. Soraya J. A.

L'essai du trafic ferroviaire sur l'ancien chemin de fer Alger-Tizi Ouzou effectué hier a été concluant, apprend-on auprès d'une source proche de la SNTF. En effet, le train, avec une voiture de voyageurs, a de nouveau roulé sur ce tronçon après une opération de reprise du rail lancée depuis plusieurs semaines. Selon notre source, la relance de cette liaison ferroviaire serait imminente après cet essai concluant en attendant la livraison du projet de modernisation et la rectification du tracé de la

liaison Thénia-Tizi Ouzou par le groupement algéro-turc constitué par l'ETRHB et OZGUN qui viennent de lancer les travaux. Hier, le train qui a pris le départ depuis Alger est arrivé jusqu'à la gare multimodale Kaf Naâdja, soit sur un tronçon de plus de 4 km de l'extension ferroviaire Tizi Ouzou- Oued Aïssi dont les travaux touchent à leur fin. La reprise du trafic sur ce tronçon ferroviaire est salutaire au plan économique pour la région quand on connaît les énormes embouteillages que forment les

nombreux camions d'acheminement des marchandises depuis le port d'Alger vers toute la Kabylie, sans compter les dangers que cela constitue sur la route. Notons aussi que la remise en service de cette liaison par chemin de fer a permis de mettre fin à une bonne partie du marché informel de la ville de Draâ Ben Khedda grâce à la délocalisation de près de 200 indus occupants du rail vers un autre site plus adéquat ainsi que leur régularisation.

H. M.

Les nouvelles perspectives de l'économie du transport en Algérie

Des projets au diapason des défis du développement

■ Une enveloppe de 4 882,76 milliards de dinars a été allouée au programme quinquennal de développement du secteur des transports (2010-2014), a annoncé le 10 juin dernier à Aïn Témouchent, Ammar Tou, ministre des Transports.

Par Saâd Tafarka

Cette enveloppe porte à 6 908,86 milliards de dinars le montant affecté au secteur pour la période 1999-2014, a-t-il rappelé, avant de signaler que le développement du transport ferroviaire «s'est taillé la part du lion» dans ce cadre avec un montant de 3 920,5 milliards de dinars pour la période 2010-2014. Ainsi, les efforts des pouvoirs publics tendant à réhabiliter les anciens réseaux d'infrastructures et surtout à en créer de nouveau de façon à diversifier l'offre de transport aux voyageurs et marchandises, et de façon aussi à asseoir les bases matérielles nécessaires aux investissements dans le cadre des PMI/PMI sont en train de donner graduellement leurs résultats sur le terrain aussi bien pour le transport ferroviaire qui a vu de nouvelles lignes s'ouvrir, particulièrement la ligne stratégique M'sila-BBA inaugurée en avril dernier, que pour les tronçons d'autoroute déjà opérationnels dans les wilayas de Chlef, Aïn Defla et Bouira. L'autoroute Est-Ouest, longue de 1 216 km, est considérée comme une veine irriguant l'Algérie du Nord à laquelle vont se greffer d'autres ouvrages tout aussi importants pour assurer le meilleur maillage du territoire. Ce maillage est issu des études de tracés réalisés par des bureaux d'études pour le compte de l'Agence nationale des autoroutes (ANA), considérée comme maître d'ouvrage déléguée. Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, soutenait en 2007 que «tout tracé doit répondre à des paramètres précis : la fonctionnalité de l'ouvrage, la rentabilité, la création de l'emploi et de la richesse, la valorisation des richesses locales, la promotion du tourisme et de l'artisanat local, le désenclavement des régions ... Enfin, l'autoroute est une réelle locomotive de développement. Tous ces paramètres sont étudiés dans le cadre d'une analyse multicritères», en précisant par la suite que «le tracé des 15 km à l'intérieur du parc d'El Kala prend en charge cette analyse avec tous ces critères intégrant parfaitement le volet environnement et écologie non seulement dans un cadre de préservation, mais aussi dans celui de la promotion. C'est pour cette raison qu'il est justement prévu que les régions qui sont arides soient boisées. Et c'est la raison pour laquelle nous avons appelé cette autoroute, l'autoroute verte». Le projet de l'autoroute verte est censé préserver et promouvoir l'environnement. Les surfaces incultes seront récupérées et boisées dans le cadre du couloir de l'autoroute. S'agissant des terrains privés occupés par l'emprise de l'ouvrage, leurs propriétaires sont en voie d'indemnisation selon la procédure applicable en pareille situation qui suppose l'argument de l'utilité publique au même titre que les assiettes des ouvrages hydrauliques (barrages). Outre les espaces boisés que traverse l'autoroute, une grande partie du tracé passe par des terrains dénudés, parfois sous forme de talus de pente douce, parfois des falaises et d'autres fois encore des terrains plats. En tout état de cause, et selon la conception des responsables de l'ANA, ces espaces doivent impérativement être pris en charge en matière de

boisement pour deux raisons essentielles : la protection de l'autoroute sur ces flancs contre toute forme d'érosion et d'éboulement, ensuite l'embellissement du couloir autoroutier aussi bien sur les tronçons plats (paliers) que dans les virages. Le même souci s'applique pour les terrains attenants aux ouvrages d'art (viaducs, ponts, tunnels,...) où la vision paysagère devrait prévaloir.

Veines irriguant l'économie nationale

En plus de cette importante «colonne vertébrale» du Nord du pays, d'autres routes de grande importance vont se greffer à elle. Il s'agit de la deuxième rocade d'Alger assurant la jonction entre Zerelda et Boudouaou sur 65 km et dont les travaux sont déjà bien avancés. Cette rocade permettra de désengorger la capitale par une précieuse voie de contournement. Ensuite, plus au sud de celle-ci, une troisième rocade joindra Tipaza à Bordj-Menaïel sur une longueur de 125 km. Elle traversera toute la Mitidja en adoptant le tracé du piémont de l'Atlas blidéen. C'est une importante infrastructure régionale qui reliera les deux grands pôles d'Alger-Ouest et Alger-Est.

La 4^e rocade traversera les monts du Tell central en faisant la jonction entre les villes de Khemis Meliana à l'Ouest et la ville de Bordj Bou Arréridj à l'Est. Ses points de départ et d'arrivée sont situés sur l'autoroute Est-Ouest. C'est un arc de cercle qui traversera les monts de l'Ouarsenis, du Titteri et du Hodna mais dont le tracé, long de 300 km, empruntera un couloir de plaine (Berroughia, Bir Ghebalou, Sour El Ghozlane, Sidi Aïssa, Hammam Dhalaâ, BBA). Ce nouveau projet structurant est au stade des études d'impact. D'autres projets sont également prévus par le département de Amar Ghoul de façon à relier les principaux ports algériens à l'autoroute Est-Ouest. Ces voies express sont bien nécessaires pour mieux rentabiliser l'autoroute et fluidifier les flux de marchandises de/vers les ports. Dans ce contexte, de nouveaux ports secs sont également prévus par le ministère des Transports afin de désengorger les infrastructures portuaires dont actuellement certaines – à l'exemple du port d'Alger dont le gestion vient d'être confiée aux Emiratis – ont atteint leurs limites en matière de volumes de transaction. De même, le couloir des Hauts Plateaux est appelé à moyen terme à connaître un bouleversement économique et démographique sans précédent suite au projet d'autoroute appelé Rcade des Hauts Plateaux. Sur une longueur de 1 020 km, cette infrastructure de desserte reliera la wilaya de Naâma à la wilaya de Tébessa (frontière Ouest-frontière Ouest). Elle accompagnera, dans le cadre du Schéma national de l'aménagement du territoire (SNAT), le Plan de développement des Hauts Plateaux mis en œuvre par le gouvernement depuis 2006 et touchant l'ensemble des secteurs des activités économiques. A cet ouvrage stratégique se greffera aussi le projet de la nouvelle ville de Bouguezoul par laquelle passera la route. Dans le cadre du Plan d'investissement public 2010-2014, actuellement en phase de consolidation au niveau des ministères, la route transsaharienne devra connaître des travaux com-

plémentaires et de réfection censés lui conférer un caractère de fonctionnalité durable.

La nouvelle voie du rail

Dans le cadre de l'application du Schéma directeur routier et autoroutier (SDRA), il a été relevé que la voie terrestre demeure le moyen privilégié des échanges dans notre pays, soit 90% de l'ensemble du volume de marchandises faisant l'objet de transit. Pour le transport de voyageurs, même si l'on ne dispose pas de statistiques pointues, la situation n'est pas très différente. Le transport par bus, trolley, taxis collectifs,... demeure clairement prédominant. L'alternative de modernisation du transport ferroviaire pour le transport des marchandises et des voyageurs a mis du temps pour s'imposer chez les gestionnaires de l'économie nationale. Il a fallu constater les légendaires engorgements des routes, l'étouffement des villes et les retards et surcoûts dommageables pour l'économie nationale pour se résoudre à la conception d'une véritable politique de promotion des transports par chemin de fer. Ce secteur vital de l'économie nationale a bénéficié, en 2008, d'une enveloppe budgétaire de 500 milliards de dinars (7 milliards de dollars), en sus de l'enveloppe de même montant débloquée dans le cadre du Plan de soutien à la croissance économique (PSCE) couvrant la période 2005-2009. Selon l'ancien ministre des Transports, feu Mohamed Maghlaoui, 500 km de voie étaient en cours de réalisation dans le cadre du PSCE. La nouvelle cagnotte permettra de prolonger le réseau sur un linéaire de 700 km. Au vu des limites objectives du réseau routier touché par la vétusté des infrastructures, la surexploitation de certains axes techniquement inadaptés et l'inadéquation entre le volume de marchandises transportées et la densité du réseau, d'autres voies ont été explorées en même temps que le développement du réseau routier lequel, d'ici 2025, aura reçu un investissement de l'ordre de 40 milliards de dollars. Parmi les autres voies sollicitées, le chemin de fer demeure la direction privilégiée eu égard aux retards de développement qui grèvent ce secteur et aux potentialités dont dispose le pays en la matière, entendu qu'il a hérité de la colonisation d'une ligne traversant l'Atlas tellien d'Est en Ouest et reliant entre elles trois capitales maghrébines avec quelques bretelles en direction des Hauts Plateaux. Le développement économique du pays, la croissance démographique et la nouvelle carte géographique des échanges et de bassins de production ont inexorablement induit de nouveaux besoins en matière de transport de marchandises et de voyageurs. Si le moyen de transport ferroviaire bénéficie d'une attention particulière des acteurs économiques et des pouvoirs publics au cours des cinq dernières années, c'est principalement pour les grandes capacités dont il peut disposer et le côté pratique et fluide de la voie qu'il emprunte. En effet, il n'échappe à personne que le transport a toujours constitué un segment majeur de l'économie dans les étapes de la fourniture des équipements, de la matière première, des produits finis ou semi-finis ainsi que de leur transportement des/ou vers les ports. Le point de chute peut même être un aéroport dans le cas où la suite de la prestation de transport doit être assurée

par un avion cargo. Dans la comptabilité des entreprises, la rubrique transport occupe parfois des postes importants, surtout lorsque les bassins de production (usines, fermes, ateliers) sont situés à des distances éloignées. Pour un pays aussi vaste que l'Algérie, l'enjeu du transport de marchandises et de voyageurs se trouve naturellement décuplé. Cependant, jusqu'à présent, les activités liées au transport sont concentrées sur le déplacement par voie de route. La majorité de la population algérienne étant positionnée au Nord, particulièrement sur la côte, les voies terrestres se trouvent ainsi étranglées par l'intensité du trafic et la nature du relief caractérisant la bande Nord. C'est pourquoi l'alternative du rail a fini par s'imposer d'elle-même après des retards considérables enregistrés dans ce secteur.

Des méga-projets pour un meilleur aménagement du territoire

Cette option est basée sur le constat d'un déséquilibre démographique entre la côte et l'intérieur du pays, la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'impasse de la politique de l'emploi et la menace de désertification qui pèse sur le Nord de l'Algérie, sachant que des villes et des territoires entiers ont pratiquement rejoint le domaine aride (Sougueur, Ksar El Boukhari, Aflou, Barika, El Aricha,...). Le vieux projet des Hauts Plateaux fut abandonné sans «préavis» lorsque le baril commençait à connaître les abysses de la bourse. Un autre projet de plus grande envergure était aussi dans l'air à cette époque. C'était le plan connu sous le nom de «Boucle du Sud». Il s'agissait de raccorder le Sud du pays au Tell par l'extension des voies ferrées qui arriveraient à Touggourt (Est) et à Béchar (Ouest). L'itinéraire tracé pour cette voie étant Touggourt-Hassi Messaoud-Quargla-Ghardaïa-Adrar-Béchar. Certes, c'est un mégaprojet coûteux qui prend l'allure du Transsibérien, lequel fut réalisé par des prisonniers. Néanmoins, les activités existantes au niveau des zones pétrolières et gazières, l'ébauche d'une agriculture saharienne à Adrar et dans la vallée de Zoufana (Taghit, Igli, Beni Abbès) militeraient sans doute pour un tel projet, et cela indépendamment des futures et éventuelles zones d'exploitation qui pourraient concerner les gisements de minerais dans le Sud (à l'exemple du fer de Ghar Djebilet, dans la région de Tindouf). Un autre projet structurant est en train de voir le jour en Kabylie. Outre la modernisation de la ligne Alger-Tizi Ouzou, le chemin de fer s'étendra jusqu'à Oued Aïssi, au niveau de la zone industrielle Aïssat-Idir. Cette voie serait, à terme, extensible jusqu'à Azazga. La SNTF prévoit la réalisation de trois lignes à grande vitesse (LGV) : Bordj Bou Arréridj-Khemis Meliana sur 320 km (avec un itinéraire indépendant de l'actuel mais qui passera par Bouira et Beni Mansour), Boumedfaâ-Djelfa sur 260 km Touggourt-Hassi Messaoud sur 240 km. Cette entreprise publique compte également procéder à l'électrification de la ligne du Nord (de la frontière Est à la frontière Ouest) et à l'acquisition de 64 rames automotrices en plus de 30 locomotives diesel (Général Motors). La vitesse développée par les LGV va de 160 à 200 km/h.

Chine

140 morts dans la pire flambée de violence depuis des décennies

■ Au moins 140 personnes ont été tuées et plus de 800 autres blessées dimanche dans des émeutes ethniques à Urumqi, capitale régionale du Xinjiang majoritairement peuplée de musulmans, les plus meurtrières en Chine depuis des décennies.

À l'endemain de ces violences orchestrées, selon Pékin, par la dissidence ouïghoure en exil, les autorités ont renforcé la sécurité dans toute la région autonome, située dans l'extrême nord-ouest chinois, aux confins de l'Asie centrale. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Urumqi s'est embrasée dimanche soir quand des milliers d'émeutiers sont descendus dans les rues et ont attaqué des Hans (chinois de souche), selon les témoignages d'habitants. La télévision chinoise a

montré hier des blessés couverts de sang, des véhicules brûlés et des foules jetant des pierres sur les forces de l'ordre ou retournant des voitures de police. Ces violences ont fait 140 morts et 828 blessés, selon un bilan officiel qui pourrait s'alourdir encore. «C'est l'incident ethnique le plus grave depuis la fin de la Révolution culturelle (1966-1976) si les chiffres sont confirmés», a déclaré Nicholas Bequelin de l'organisation Human Rights Watch. La région, peuplée notamment de 8,3 millions de



Ouïghours, des musulmans turcophones, est régulièrement la proie de troubles, alors que certains groupes y militent pour un «Turkestan oriental» indépendant. Des habitants dénoncent la répression politique et religieuse menée selon eux par la Chine, sous couvert de lutte contre le terrorisme, et s'insurgent contre la sinisation de leur terre. Cette vaste région aride constitue l'une des deux zones,

avec le Tibet, où Pékin redoute particulièrement l'instabilité. La flambée de violence d'Urumqi évoque d'ailleurs les émeutes de Lhasa, la capitale régionale du Tibet, de l'an dernier : le 14 mars 2008, des émeutiers tibétains avaient attaqué des Hans et leurs commerces, tuant selon les autorités chinoises, 18 civils et un policier. Mais au contraire de Lhasa où les violences s'étaient prolongées, le calme est vite revenu à Urumqi, où la présence des forces de l'ordre était très visible hier, selon l'un des journalistes de l'AFP sur place, et où les autorités avaient bouclé plusieurs quartiers dans la matinée. Chine Nouvelle a annoncé «la levée partielle» des restrictions de la circulation dans la journée.

RUSSIE Obama et Medvedev prêts à signer un accord de désarmement

LA RUSSIE et les Etats-Unis se sont mis d'accord sur une déclaration sur le désarmement nucléaire, qui doit être signée par les présidents russe Dmitri Medvedev et américain Barack Obama, rapporte l'agence Interfax. Le traité Start arrive à échéance à la fin de l'année. «Un accord a été trouvé sur le texte de la déclaration», a indiqué une source du ministère russe des Affaires étrangères, citée par Interfax, sans autre détail.

La Maison-Blanche avait indiqué dimanche compter sur l'annonce d'un accord préalable entre les présidents américain et russe, permettant de parvenir avant fin 2009 à un accord sur la limitation des armes nucléaires et un nouveau traité Start. Plus globalement, les entretiens entre Medvedev et Obama sont destinés à restaurer des relations américano-russes sérieusement dégradées sous la présidence de George W. Bush.

CHINE 20 morts et 670 000 déplacés à cause des inondations

DES INONDATIONS et des pluies diluviennes dans le sud de la Chine ont fait au moins 20 morts et contraint 670 000 personnes à évacuer leurs habitations. Après quatre jours de déluge, les précipitations ont commencé à diminuer. Les autorités mettent toutefois en garde contre de nouvelles inondations, le niveau des cours d'eau restant élevé. Selon les services météorologiques, la Chine devra faire face à des conditions extrêmes dans les années à venir, en partie à cause du réchauffement climatique. Au Vietnam, au moins 30 personnes sont mortes ou ont été portées disparues dans des intempéries survenues dans le nord du pays. De fortes pluies ont commencé à frapper vendredi soir cette région, où les niveaux des cours d'eau ont augmenté.

Législatives au Mexique Défaite du parti de Calderon, le PRI de retour

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui a dominé la politique mexicaine pendant presque un siècle jusqu'en 2000, est de retour avec une victoire aux législatives de dimanche, au détriment de la formation du président Felipe Calderon. «Nous reconnaissons et félicitons le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) au sein de la nouvelle chambre des députés pour sa majorité relative», a déclaré dimanche soir à la presse German Martinez, le président du Parti d'action nationale (PAN, droite) dont est issu le chef de l'Etat, jusque-là majoritaire avec 206 sièges sur 500. «Les résultats confirment que le Mexique est un pays qui souhaite des propositions et des solutions», s'est pour sa part félicité la présidente du PRI Beatriz Paredes en dénonçant une campagne de «dénigrement» à l'encontre de son mouvement, accusé pendant la campagne d'avoir été par le passé «complice» des narcotrafiquants. Vers 23h30 (04h30 GMT), des résultats partiels publiés après dépouillement de 51% des bulletins de vote donnaient le PRI vainqueur avec 35,2% des voix. Si ces résultats étaient confirmés, ce parti deviendrait à nouveau la première force politique. Pendant neuf ans, le PRI avait quitté le pouvoir après l'avoir dominé pendant 71 ans,

entre 1929 et 2000. Le PAN arriverait en deuxième position avec 26,8% des suffrages, selon les mêmes résultats partiels tandis que le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) serait relégué en troisième position, avec 12,34% des suffrages. La participation, que l'on craignait particulièrement basse, ne s'est pas effondrée, alors que 43% des 77 millions d'électeurs se sont déplacés, soit légèrement mieux que lors des dernières législatives, en 2003 (42%). Avec cette victoire, le PRI revient sur le devant de la scène après avoir été chassé du pouvoir en 2000 et rejeté lors des deux précédents scrutins, en 2003 pour les législatives et en 2006 à l'occasion de l'élection présidentielle qui porta Felipe Calderon au pouvoir. Le PRI, souvent accusé par le passé de fraudes électorales, de corruption et d'autoritarisme, était resté bien implanté localement, gouvernant 18 Etats sur 32, dont les deux plus importants en nombre d'électeurs. Pour Felipe Calderon, ce scrutin à mi-mandat avait valeur de test, notamment en raison de la crise économique très sévère – la récession a atteint 8,2% au premier trimestre – traversée par ce pays dont presque la moitié des 103 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté.

Mondial-2010

Les ouvriers des stades en grève illimitée à partir de mercredi

Les travaux sur tous les sites de la Coupe du monde de football 2010 en Afrique du Sud vont s'interrompre mercredi, à la suite d'une décision de justice autorisant une grève illimitée des ouvriers qui réclament de meilleurs salaires, a annoncé hier le syndicat.

Le Syndicat des mineurs (NUM), plus important syndicat du pays qui compte de nombreux ouvriers de la construction, a obtenu hier gain de cause devant la justice, contre une injonction des employeurs qui estimaient que la grève était illégale, a indiqué le NUM dans un communiqué. «Plus de 70 000 ouvriers vont cesser le travail à partir de mercre-

di», a ajouté le porte-parole du NUM, Lesiba Seshoka.

Les ouvriers réclament une hausse des salaires de 13%. L'appel à la grève concerne la totalité des dix stades en construction ou en cours de rénovation, ainsi que les chantiers du train rapide Gautrain à Johannesburg d'un coût de 25 milliards de rands (3,8 milliards USD, 2,7 milliards d'euros) et de l'aéroport international King Shaka, près de Durban, d'un coût de 6,8 milliards de rands.

«Les employeurs ne peuvent attendre aucune mansuétude de notre part», a affirmé le négociateur du NUM dans ce conflit, Bhekani

Ngcobo. «Nous voulons 13% ou bien nous serons en grève jusqu'en 2011».

Les travaux sont déjà suspendus depuis près de deux semaines sur le chantier du stade Moses-Mabhida à Durban (Est). Un conflit social avait déjà paralysé récemment celui du stade de Green Point au Cap (Sud-Ouest).

Les organisateurs du Mondial continuent de maintenir que l'Afrique du Sud sera prête pour accueillir la Coupe du monde de football, la première jamais organisée en Afrique pour laquelle 450 000 visiteurs sont attendus.



Points chauds

Accro

Par Fouzia Mahmoudi

Un des symboles forts du vingtième siècle restera certainement la guerre froide qui a opposé durant plus de quarante ans la planète en deux camps rivaux. Les capitalistes d'un côté et les communistes de l'autre, chacun se persuadant de la supériorité de ses idéaux, de ses compétences et de son armée. Aujourd'hui, la guerre froide persiste cependant bel et bien et si elle n'oppose plus la planète entière, deux grandes puissances restent tout de même engagées dans le bras de fer. Quelque temps alliées, les deux nations n'ont pas tardé à déterrer la hache de guerre. Pourtant, aujourd'hui, malgré leurs réticences mutuelles, les deux dirigeants, russe et américain, tentent encore une fois de renouer le dialogue pour arriver à aplanir les choses et calmer le jeu. L'année dernière, le ton était en effet très vite monté entre les Américains et les Russes à l'occasion de la guerre de Géorgie et beaucoup avaient cru entrevoir la possibilité bien réelle d'une nouvelle guerre froide. Les différends opposant les deux pays n'ayant néanmoins pas disparu, on se demande dans quelle mesure on peut espérer que les relations russo-américaines s'améliorent. Le bouclier antimissile que les Américains veulent mettre en place en Europe de l'Est est l'un des grands sujets de discorde qui a, ses dernières années, mis le feu aux poudres entre un président Bush arrogant à souhait et un président Poutine jaloux de sa souveraineté. L'arrivée d'Obama aidera certainement les choses à se calmer un peu, mais le président Medvedev, que beaucoup jugeaient être, à tort, plus faible que son prédécesseur, pourrait exiger beaucoup plus que ce que les Américains seraient prêts à concéder aux Russes. Reste à savoir quelles sont, à l'heure actuelle, les véritables intentions des uns et des autres. Entre une Russie qui ne rêve que de retrouver sa stature de superpuissance et les Etats-Unis qui ont perdu l'habitude de devoir partager ce titre.

F. M.

Ph. > E. Soraya/J.A.



La chorégraphie de Kamel Ouali ouvre le Panaf **Un spectacle spectaculaire !**

■ *Extraordinaire ! Le spectacle chorégraphique de Kamel Ouali a enchanté, dimanche soir, le public algérois, venu en force à la Coupole assister à l'ouverture officielle de la seconde édition du Festival culturel panafricain d'Alger.*

Par Irane Belkhedim

Une comédie musicale de plus d'une heure et qui a réuni une foule d'artistes et de danseurs de talent. La longue marche du continent noir, une perpétuelle quête de liberté, a été racontée, chantée et dansée. Avec force, émotion, rythmes et couleurs. Les costumes des comédiens ont été faits avec beaucoup de goût et d'imagination. Première scène. Une carte de l'Afrique brûle dans la pénombre de la salle, des fantômes, vêtus de noir, se dispersent sur scène, un enfant s'accrochant à un vieux conteur qui lui parle de l'Afrique, de son histoire et de sa civilisation. «*Regarde mon fils, cette terre, berceau de l'humanité, des libérés et des libérateurs... Regarde, chaque grain de sable est un cœur palpitant qui bat*», dit-il. Tout autour, des danseurs, portant des habits amples, s'expriment dans l'art de la pantomime. Le spectacle est surprenant !

Point de répit, l'on saute d'un tableau à un autre, d'une image à une autre et d'une émotion à une autre. Les scènes s'entremêlent, se succèdent et se brouillent. Les artistes dansent, chantent, sautent, courent et font des acrobaties. Ils sont habiles et souples et se faufilent comme des spectres!

Des cavaliers, en costumes traditionnels algériens, surgissent. Ils dansent. Puis des guerriers primitifs africains, des touaregs et des hommes de tribus de l'Afrique de l'Ouest font irruption et croisent la marche majestueuse des fantassins peuls. Au loin, les bruit des tam-tams et le chant des mélodies tribales enlacent les sons des instruments de musiques modernes. Les lumières s'assombrissent, s'éclaircissent, prennent des couleurs... C'est beau ! Constituée en plusieurs parties, cette comédie dénonce les ravages de la colonisation et l'esclavage des nègres. Les premières expéditions européennes sont symbolisées par des sol-

datés tenant de grands étendards et qui, en valsant, se déversent par vagues sur scène, donc sur l'Afrique. Des Européens bourgeois se baladent, avec arrogance, dans les rues, à leurs pieds, des noirs, poussant d'énormes blocs de pierres ou de grands sacs de coton, se font fouettés. Coups de pieds, insultes, douleur, mort et cruauté humaine. D'autres images. Ces Africains qui ont marqué la musique du nouveau monde : Le jazz, les claquettes, disco... Un art qui a bouleversé la planète et qui est, pourtant, né de la profonde souffrance africaine. Puis, Warda El

Djazairia, apparaît, elle interprète deux chansons, symbolisant ainsi l'amour et la paix. Youssou N'dour et Césaria Evora et Katchou la suivront avec une chanson chacun. Durant tout le spectacle, en arrière-fond, défile des images accompagnant le jeu des artistes. La soirée s'achève à 21h30, sur des scènes de joie et d'espoir. Des danseurs portant des habits colorés, symbolisant les drapeaux des pays africains, participant au festival, envahissent le décor. Ils sautent et dansent et font des aller-retour... Ils rêvent d'une Afrique colorée et unie. **I. B.**

Une soirée brûlante

OFFICIELS et spectateurs ont souffert durant la soirée. Les climatiseurs n'ont pas été mis en marche, ce qui a été désagréable à supporter car la chaleur devenait étouffante. L'un des organisateurs nous a expliqué que la climatisation a été bloquée pour les besoins du spectacle, car il fallait mettre du feu sur scène (la carte de l'Afrique en flammes). «Avec la climatisation, cela n'aurait pas pu fonctionner. Nous avons alors décidé de l'arrêter durant le spectacle.» **I. B.**

Discours de Bouteflika et de Jean Ping

«Les luttes africaines ne doivent pas s'arrêter»

La soirée annonçant l'ouverture officielle de la seconde édition du Festival culturel panafricain s'est tenue dimanche soir aux environs de 19h à la Coupole, complexe sportif Mohamed-Boudiaf, Alger. Le président de la République qui était attendu n'est pas venu. C'est Abdelaziz Belkhadem, ministre d'Etat, qui l'a représenté et lu son discours. Des membres du gouvernement, le président de la commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping et des représentants du corps diplomatique ont également assisté à cet événement. C'est le président de la commission de l'Union africaine, Jean Ping qui prend la parole en premier. Dans son intervention, il rappelle les conditions particulières qui favorisent l'organisation d'un tel événement. «*Cette manifestation intervient au moment où l'Afrique s'est engagée dans d'autres luttes pour la modernité et le développement socioéconomique et dans un environnement secoué par la mondialisation. Le monde a changé et l'Afrique a changé aussi*». Rappelant le slogan du Panaf «*La renaissance et le renouveau de l'Afrique*», il ajoute que grâce à l'Union africaine, le continent réalise aujourd'hui sa marche «*vers une identité commune*». «*Le premier Festival culturel panafricain d'Alger s'est tenu en 1969, il s'est déroulé au moment où certains Etats africains luttèrent pour leur indépendance.*

Cette seconde édition est une occasion de sceller un socle social et culturel pour les échanges entre les pays africains», dit-il, expliquant que l'Afrique dispose d'un héritage culturel diversifié qui constitue une véritable richesse. Un quart d'heure plus tard, Abdelaziz Belkhadem prend la parole. Il se charge de lire l'intervention du président de la République, absent, qui devait ouvrir l'événement. Dans son discours qui durera environ une trentaine de minutes, Abdelaziz Bouteflika rend un long hommage aux leaders, intellectuels et artistes africains qui ont marqué l'histoire de leurs pays et mené les luttes d'indépendance. «*Les mouvements africains de Libération n'ont pas réussi à réaliser tous les objectifs*», estime-t-il, précisant qu'il faudrait aujourd'hui, mener d'autres combats contre la pauvreté, l'analphabétisme, les maladies et l'exclusion, des phénomènes qui constituent une terre fertile à la violence et au terrorisme. «*L'Afrique a trop longtemps couru le risque de s'abîmer dans une image qui lui est étrangère, un leurre qu'elle était impuissante à corriger. Spoliée de son existence propre, elle n'attendait que l'instant de naître et de renaître sous toutes ses facettes, dont la profusion et le foisonnement soulignent la richesse*», dit-il, s'attardant sur les effets négatifs de la colonisation. La colonisation, insiste-t-il, qui a plongé les

Etats africains «*dans l'uniformité*» et a balayé «*d'un seul trait des cultures et des civilisations millénaires*». Pour Abdelaziz Bouteflika, le Festival culturel panafricain, «*Alger, fête l'Afrique de toutes les Afriques et réinvente la conscience de notre identité*», rappellera au monde «*les indicibles souffrances endurées par les peuples d'Afrique, la douleur du déracinement, de l'exil forcé, de l'humiliation et des injustices*». Il rappellera également que «*l'indépendance, arrachée au prix fort, n'a pas permis de réaliser toutes les espérances et que d'autres guerres doivent être menées contre la faim, l'ignorance, la maladie, la pauvreté, l'exclusion et les inégalités qui constituent le terreau fertile et le combustible de la violence et du terrorisme. Elle va rappeler, avec le meilleur des antidotes contre la violence, la culture, que les peuples africains ont des racines profondément ancrées dans l'histoire de l'humanité*». Enfin, avant de déclarer officiellement le Festival ouvert, Abdelaziz Bouteflika dira encore qu'en cette occasion, il voudrait «*être le messager pacifique et généreux d'une Afrique matrice de l'homme salvant l'humanité entière et rappelant éloquentement à tous que le premier vagissement humain sur terre était africain et s'était élevé vers le firmament de notre continent, aube naissante de l'humanité*». **I. B.**

Dans le cadre du Panaf **Colloque international sur Frantz Fanon**

«*CHAQUE fois qu'un homme a fait triompher la dignité de l'esprit, chaque fois qu'un homme a dit non à une tentative d'asservissement de son semblable, je me suis senti solidaire de son acte*», a dit un jour Frantz Fanon. Dans le cadre du Panaf, la Bibliothèque nationale d'Algérie (El Hamma, Alger) abritera aujourd'hui et demain un colloque international sur «*La pensée et l'œuvre de Frantz Fanon*». Né Martiniquais, Fanon est mort à l'âge de 35 ans, Algérien de cœur et de pensée. L'hôpital psychiatrique de Blida où il avait travaillé porte aujourd'hui son nom de même qu'un boulevard sur les hauteurs d'Alger et un lycée au quartier de Bab El Oued.

Organisé par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), le colloque sur Frantz Fanon, s'articulera autour de quatre axes principaux : Rappel du parcours de cet homme exceptionnel, l'actualité de la pensée et de la vision fanonienne, sa méthode révolutionnaire (surtout à l'époque), en médecine psychiatrique et, enfin, les aspects sociaux et philosophiques dans l'œuvre et le parcours de Fanon. Plusieurs interventions figurent au programme de la manifestation. Ainsi, Henri Bah, parlera «*Des droits du damné aux droits de l'homme dans la pensée de Frantz Fanon*» et Basto Maria-Benedita de «*Décolonisation et dialectique chez Frantz Fanon*». L'intervention de Dagnoko Diadie est intitulée «*La vision fanonienne du devenir de l'Afrique, Actualité de la pensée de Fanon*» et celle de Mireille Fanon-Mendès France, «*Frantz Fanon et l'évolution de la relation dominants/dominés*». Ce colloque verra également la participation de Alice Cherki, Sonia Dayan-Herzbrun, Nigel C. Gibson, le P' Djilali Sari et Mohamed Lakhdar Maougal, notamment. Les communications sont prévues dans les trois langues : l'arabe, le français et l'anglais. Le Comité scientifique du colloque est chapeauté par Claudine Chaulet et Mustapha Heddab.

«*Qui est Frantz Fanon ?*» a demandé, dernièrement, à des journalistes, Slimane Hachi, directeur général du CNRPAH. «*C'est un damné de la terre*», avait répondu une journaliste. Fanon a bien sûr écrit «*Les damnés de la terre*», préfacé à l'époque par Sartre. Mais, il est aussi et surtout un homme engagé aux côtés de la Révolution algérienne, des droits des peuples et de l'homme. «*De son parcours de psychiatre à celui d'ambassadeur itinérant du GPRA en Afrique subsaharienne, une même préoccupation l'animait : lutter contre l'aliénation dans tous les registres de l'humain*», est-il souligné dans le catalogue du colloque. Sur le plan politique, il avait déjà à l'époque une vision panafricaine et rêvait d'une unité du continent, dans le cadre d'une fédération des pays d'Afrique.

Engagé durant la Deuxième Guerre mondiale contre le nazisme, ce jeune martiniquais de peau noire a fait l'expérience du racisme durant ses études en France. Cette amère expérience l'amènera à écrire «*Peaux noires et masques blancs*» publié en 1952 et considéré comme son ouvrage majeur. Il écrira, ensuite, «*An V de la Révolution*» (algérienne) en 1957. Frantz Fanon est mort à Washington, le 6 décembre 1961, après avoir publié «*Les damnés de la terre*», considéré aujourd'hui, comme un livre-testament et dans lequel il aborde de manière lucide les problèmes (en son temps et à venir) que ne manqueraient pas de susciter la décolonisation et la construction nationale en Afrique. Fanon tenait à se faire enterrer en terre algérienne. Des Etats-Unis, sa dépouille sera ramenée à Tunis, puis vers la frontière avec l'Algérie. Il sera enterré tout près de la bande frontalière, du côté algérienne, dans l'actuelle wilaya d'El Tarf. Dans les dernières lignes des «*Damnés de la terre*», annonçant la fin du monde colonial, Frantz Fanon nous lance un appel pour inventer et voir les choses, en dehors du schéma européen. Pour répondre aux attentes de l'humanité, «*il faut chercher ailleurs qu'en Europe*», nous dit-il. Cet «*ailleurs qu'en Europe*», c'est aussi et surtout en Afrique.

Kader B.

Eliminatoires de la CAN et du Mondial 2010

L'Egypte gagne mais reste loin

■ La sélection égyptienne a remporté dimanche soir son match comptant pour la troisième journée des éliminatoires combinées de la CAN et du Mondial 2010, face à la modeste formation du Rwanda sur le score de (3/0).

Par Anouar M.

Toutefois, et malgré ce succès, les Pharaons restent loin derrière l'Algérie qui occupe toujours la première place du groupe avec un total de sept points, alors que l'Egypte n'en a que quatre.

Le plus important est que les Verts gardent un meilleur goal-averages par rapport aux Egyptiens, à savoir +4, alors que les poulains de Shehatta n'ont que +1, ce qui complique leur situation en cas d'égalité parfaite, avant le dernier match de ces éliminatoires qui opposera les deux équipes au Caire.

L'Egypte a trouvé de grandes difficultés dans ce match face au Rwanda qui n'est pourtant pas un foudre de guerre, puisque la première mi-temps s'est terminée sur un score nul, ce qui a fortement inquiété les locaux qui n'arrivaient pas à transpercer la défense rwandaise, malgré les multiples occasions qu'ils s'étaient créées.

Il a fallu attendre donc la deuxième période pour que l'Egypte se voit ouvrir les portes du succès, avec un premier but qui viendra à la 65' par



Les Egyptiens déroulent

Abou Trika, meilleur joueur égyptien et l'un des meilleurs en Afrique. L'Egypte a ensuite obtenu un penalty douteux sur une faute pas du tout évidente sur un attaquant, sachant que le gardien du Rwanda allait plutôt vers le ballon et ne visait nullement les pieds du joueur égyptien, contrairement à ce que pensait l'arbitre nigérian qui accordera un penalty généreux.

La sentence sera exécutée par Yasser Abd Rabo, qui corse la mise. Abou Trika, encore lui, ajoute un troisième but dans les temps morts, en fusillant le portier rwandais.

La prochaine journée qui aura lieu le 5 septembre verra l'Egypte se déplacer au Rwanda alors que l'Algérie recevra la Zambie. Les Verts, et comme on le voit, ont plus de chance, surtout qu'ils recevront à domicile à deux reprises, alors que les Egyptiens sortiront deux fois au Rwanda et en Zambie.

Un nul de l'Egypte dans ces deux matches, et un double succès de l'Algérie permettra certainement aux Verts de passer au Mondial sans avoir à attendre le dernier match entre les deux équipes.

A. M.

Classement du groupe C

Equipes	P	J	G	P	N	BP	BC	Diff
Algérie	07	03	02	00	01	05	01	+04
Egypte	04	03	01	01	01	05	04	+01
Zambie	04	03	01	01	01	02	03	-01
Rwanda	01	03	00	02	01	00	04	-04

JM2009

L'Algérie termine à la 14^e place avec 17 médailles

L'Algérie avec 17 médailles dans son escarcelle (2 or, 3 en argent et 12 en bronze) s'est classée à la 14^e position au tableau des médailles des 16^{es} Jeux méditerranéens à l'issue de la dernière journée, dimanche à Pescara. Les athlètes algériens régressent par rapport à l'édition 2005 d'Almeria où ils avaient récolté 25 médailles (9 or, 5 argent et 11 bronze). Le record en la matière (32 médailles) a été réalisé aux JM de Tunis 2001 avec 10 médailles d'or, 10 en argent et 12 en bronze. L'Italie, pays hôte a large-



ment dominé les autres nations pour la seconde édition de rang et la dixième



me en seize éditions. La délégation italienne a décroché 176 médailles, dont 64 en or devant la France qui termine à la 2^e position pour la seconde édition consécutive avec (140 médailles dont 48 titres).

L'Espagne comme en 2001 et 2005 complète le podium en récoltant 82 médailles dont 28 en or. 21 pays sur 23 sont montés sur le podium. Seuls Andorre et le Liban n'ont rien gagné. A noter la présence de la Tunisie (6^e), l'Egypte(7^e), le Maroc (10^e) l'Algérie(14^e), la Syrie (15^e) et la Libye(18^e) dans le top 20 des joutes.

Les médaillés algériens

Médaillés d'or :	
Antar Zerguelaine (Ath./1500 m)	Kenza Dahmani (Athlétisme/1000m)
Hamani Rachid (Boxe/75 kg)	Mohamed Amine (Ouaddahi (Boxe/57kg)
Médaillés d'argent :	
Ouradi Abdelhalim (Boxe/54kg)	Samir Brahimi (Boxe/51kg)
Benchabla Abdelhafidh (Boxe/81kg)	Leïla Latrous (Judo/-57 kg)
Khaled Zoubeïdi (Boules)	Kahina Saïdi (Judo/-63 kg)
Médaillés de bronze :	
Nabil Kebbab (Natation/100m nage libre)	Rachida Ouerdane (Judo/-78kg)
Ilhem El Djou (Karaté/kumité-55kg)	Amar Benyekhlef (Judo/-100kg)
	Lyès Bouyacoub (Judo/-90kg)
	Kenza Dahmani (Athlétisme/semi-marathon)
	Makhloufi Abdelkrim (Boules).

Coup-franc direct



Encore une déception !

Par Anouar M.

Les athlètes algériens n'ont pas été à la hauteur lors de ces derniers Jeux méditerranéens de Pescara. En effet, nos athlètes ont eu une maigre moisson avec seulement 17 médailles, dont deux en or, ce qui ne nous vaudra qu'une peu reluisante place, à savoir la 14^e place, alors que les Algériens avaient fait mieux lors de la précédente édition à Almeria en Espagne. Et pourtant, les nations qui participent à ces joutes, et notamment les équipes européennes, n'ont pas envoyé leurs élites sportives pour ces Jeux qui sont considérés comme de seconde zone. Les Algériens auraient donc pu faire mieux s'ils s'étaient bien concentrés sur leur sujet et avaient bien préparé ce rendez-vous. Cependant, on nous ressortira cette sempiternelle histoire de préparation insuffisante, alors qu'ils avaient tout le temps de le faire. En outre, il y a des disciplines qui ont fortement déçu lors de ces JM et notamment le judo qui nous avait habitués à mieux. Quand on a un vice-champion olympique, qui est Benyekhlef qui se contente du bronze, et qu'un vice-champion du monde, en l'occurrence, Benamadi, qui ne réussit même pas à arracher une quelconque médaille, il y a de quoi se poser des questions. C'est toute la stratégie du sport algérien qui est à revoir pour le relancer après ces résultats mitigés qui ne font que compliquer la situation.

A. M.

USM Sétif

Allaoua Hamza signe

LE GARDIEN de l'équipe nationale militaire, Allaoua Hamza, a officiellement signé un contrat de deux ans en faveur de la formation de DII, l'USM Sétif. Allaoua, qui est deuxième gardien de l'EN militaire derrière le portier titulaire, Asselah, a reçu de multiples offres avant d'opter pour la deuxième équipe de Sétif. Le gardien originaire d'Annaba, au gabarit imposant, a été contacté par l'ASO Chlef et le MO Béjaïa, alors que l'USM Annaba avait également demandé à le tester.

A. M.

La Zambie en stage aux Pays-Bas



LA SELECTION nationale de Zambie effectuera à partir du 17 août prochain un stage aux Pays Bas en vue du match face à l'Algérie, prévu le 6 septembre au stade 5-Juillet pour le compte de la 4^e journée des qualifications jumelées de la Coupe du monde et de la Coupe d'Afrique des nations 2010, indique dimanche la Fédération zambienne de football (FAZ). La Zambie qui avait perdu le match aller face aux Verts (0-2) en juin dernier au Konkola stadium, a choisi la ville

néerlandaise d'Utrecht où évolue l'attaquant zambien Jacob Mulenga pour préparer la manche retour, précise la même source. Le stage a été conclu grâce à la Fondation présidentielle de récolte de fonds aux «Chipolopolos Boys» et la banque zambienne du commerce (Zanaco).

Coupe du Monde de Beach Soccer Nigeria et Côte d'Ivoire à Dubaï

Le Nigeria et la Côte d'Ivoire seront les deux représentants africains lors de la Coupe du monde de Beach Soccer de la Fifa, Dubaï 2009, après avoir composé leur billet pour la finale de la CAF du tournoi de qualification qui se déroule à Durban, en Afrique du Sud. Après avoir remporté ses deux matches de poule contre l'Ile Maurice (0:13) et l'Egypte (6:5), le Nigeria a battu le Sénégal 7:6 en demi-finale. Le match a été spectaculaire et la lutte titanesque, mais finalement, le 10^e but inscrit par Olawale dans la compétition a permis au Nigeria d'assurer son billet pour la Coupe du monde. La Côte d'Ivoire, elle, a souffert un peu plus. Après quatre années d'efforts qui ne s'étaient concrétisés que par une meilleure position qu'une troisième place, les Eléphants ont cette fois obtenu leur sésame pour participer à la Coupe du monde de Beach Soccer de la FIFA 2009. La Côte d'Ivoire a terminé première de son groupe après avoir gagné ses matches contre l'Afrique du Sud et le Maroc. Le Nigeria et la Côte d'Ivoire joueront donc la finale dimanche, à 15h00 (heure locale) et sont d'ores et déjà assurés de représenter la CAF lors des prochaines joutes mondiales.



LE JOUR

D ' A L G E R I E

http://www.lejournalalgerie.com

LIEUX MÉDISANTS

Cheikh Aheddad, ou une question d'identité

Par Larbi Graïne

Les ossements du cheikh Aheddad, le bras spirituel d'El Mokrani, chef de l'insurrection de 1871, ont été transférés vendredi d'un cimetière de la capitale de l'Est au cimetière de Seddouk, dans la wilaya de Béjaïa. Arrêté par l'armée coloniale, le cheikh est décédé en prison au cours de l'année 1873. Les Français l'ont enterré ensuite contre la volonté des siens à Constantine pour ne pas devoir courir le risque de voir son village natal transformé en un lieu de pèlerinage mais aussi de rébellion. Le déterrement de ce mort gênant qui a lieu un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, mérite qu'on s'y arrête. Cheikh Aheddad fut à la tête de l'ordre confrérique de la Rahmaniya. C'est donc un marabout mais différent de l'Emir Abdelkader. La figure de l'émir, plus aristocratique, plus monarchique, contraste avec celle de son compatriote de la Petite Kabylie, plus paysanne de par ses origines rurales. Le premier est fils de marabout, le second de forgeron. L'Emir incarne un moment de résistance qui s'est inscrit dans la durée, tandis que le Cheikh est le représentant d'une insurrection, certes brutale et violente, mais très brève sur le plan de la durée (tout au plus une année). Le soulèvement survient, il est vrai, 24 ans après la reddition d'Abdelkader (1847). Du reste, l'Emir cumule les fonctions de chef de guerre et de commandeur des croyants, alors que le Cheikh ne remplit qu'une fonction, en ce sens qu'il est le chef religieux seulement, Cheikh El Mokrani, ancien bachagha, étant le chef guerrier de l'insurrection. J'arrête là la comparaison entre les deux hommes. Mais il faut dire que l'histoire officielle n'a pas encore, jusqu'à aujourd'hui, fait le deuil du maraboutisme. Quand elle évoque les différentes insurrections contre le colonialisme français elle occulte le fait qu'elles ont été supportées à l'instigation des ordres confrériques. L'insurrection de 1871 n'échappe pas à cette logique. Encadrée par la Rahmania, on n'entendra pas parler d'elle. C'est plutôt le côté militaire incarné par El Mokrani qui est mis à l'avant même si on insiste sur la dimension populaire de la rébellion. La même chose se reproduit avec la révolte des Ouled Sidi Cheikh dans le sud oranais. Là, c'est la figure guerrière qu'incarne Cheikh Bouamama qui émerge alors qu'on passe sous silence le fait que cette révolte a été supportée par la tariqa Bouchikhiya. L'Emir lui-même s'est appuyé sur la tariqa El Qadiriya et la révolte des Zaatchas au sud de Biskra fut le fait de la tariqa Rahmaniya, mais c'est à peine si on mentionne ce détail dans les commémorations, c'est dire toute la difficulté et le malaise qu'il y a à écrire une histoire conforme à la vérité historique. C'est qu'en vérité on n'a pas fait la part des choses. Le maraboutisme a été à tort accusé dans sa globalité de connivence avec le colonialisme alors même que seule une partie s'est rendue réellement coupable de compromission. Mais il n'y a pas seulement cela. Il y eut aussi l'accusation d'ignorance, de bidâa (innovation) proférée par les Oulémas réformateurs qui plus tard investiront les structures de l'éducation nationale de l'Algérie indépendante. Paradoxalement, si les colonisateurs ont encouragé l'ethnologie à travers l'étude du confrérisme et du maraboutisme, c'est pour justifier la mission civilisatrice de la France. Ayant pris conscience du fait que la résistance à l'occupation émanait des institutions religieuses traditionnelles, les Français ont alors travaillé pour en détruire les ressorts psychologiques et culturels. Aujourd'hui, malheureusement, beaucoup d'Algériens regardent la culture traditionnelle des pères avec les yeux des étrangers. Peu valorisée, elle est rejetée. Il faut le dire, seule la mouvance berbériste (avec les travaux de Mammeri) y échappe. Le travail accompli par celui-ci a consisté justement à dresser les ponts entre la culture des marabouts et la culture moderne. Que des milliers de jeunes viennent assister massivement à la réinhumation d'un représentant de la culture traditionnelle, cela dénote d'une revalorisation de soi, rare en ces temps où seuls les religieux de l'Orient ont droit de cité.

L.G.

larbigra@hotmail.com

Le trait du jour

FLAMBÉE DES PRIX



ATTENTATS DU 11 AVRIL 2007



Ph. > Le Jour

Droukdel et 55 autres terroristes seront jugés mardi

■ Un nombre considérable des accusés a été éliminé entre temps par les forces de sécurité, dont l'ancien stratège du groupe terroriste, à savoir Zouhir Harrek, alias Sofiane El Fassila, qui était chargé de l'armement du groupe terroriste.

Par Salah Harirèche

Le tribunal criminel près la cour d'Alger traitera mardi prochain le dossier des attentats à la voiture piégée du 11 avril 2007 qui avaient ciblé le Palais du gouvernement et la division Est de la sûreté urbaine de Bab Ezzouar. Les accusés dans cette affaire sont au nombre de 56 terroristes dont l'actuel émir national du groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) Abdelmalek Droukdel alias Abou Moussaâb Abdelouadoud. Il y a lieu de signaler qu'un nombre considérable des accusés a été éliminé entre temps par les forces de sécurité, dont l'ancien stratège du groupe terroriste à savoir Zouhir Harrek, alias Sofiane El Fassila, qui était chargé de l'armement du groupe terroriste. Ce dernier avait été

éliminé en compagnie d'autres terroristes par les forces de sécurité au cours d'une opération minutieusement préparée au sud-est de la wilaya de Tizi Ouzou. Il y a lieu de citer également B. Omar, alias Abou Khaythama, responsable de l'une des sariate de ladite organisation, qui a été éliminé par les forces de sécurité. D'autres accusés sont toujours dans les maquis. Parmi les terroristes qui sont poursuivis dans cette affaire, certains sont tristement célèbres et occupent des postes de responsabilité au sein de ladite organisation terroriste, à l'image de l'émir de la sariate des Eucalyptus, B. Fatah, détenu actuellement à la prison de Blida. Citons également le chargé de communication du groupe terroriste, K. Salah, qui est en fuite. Certains accusés jugés

dans d'autres affaires seront également rappelés à la barre, à l'image de M. Khaled. Ce dernier a comparu au cours de la précédente session criminelle où il a été accusé de soutien aux groupes terroristes et de la fourniture de véhicules qui devaient servir à des attentats kamikazes contre des personnalités influentes.

Il y a lieu de rappeler que cet accusé avait bénéficié, au terme de son premier procès, de la relaxe. Les chefs d'inculpation retenus contre les accusés dans cette affaire sont : la constitution d'un groupe terroriste armé et appartenance à un groupe terroriste, tentative d'assassinat et assassinat avec préméditation en utilisant des explosifs et apologie du terrorisme.

S. H.